REPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA REUNION

Sainte-Marie
L'épanouissement

ARRETE DST/ 20260238

REGLEMENTANT PROVISOIREMENT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT A SAINTE MARIE
LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINTE MARIE

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2213-1 et suivants ;
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;
Vu le code de l'urbanisme
Vu le Code de la Route et notamment son article R411
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L111-1
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu la délibération n°066 du 1er juin 2018 instaurant le règlement de voirie
Vu le document technique de la Société **SBTPC-SOGEA**

CONSIDERANT que pour des raisons de sécurité, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement aux abords du chantier Rue des Patrices et Rue des Deux Fontaines ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Société **SBTPC-SOGEA** est autorisée, dans le cadre des travaux de la CINOR de réfection de la chaussée (**section comprise entre les Rues Vidot et Odon**), à exécuter ses travaux du **18 mai jusqu'au 30 juin 2026. Ces travaux se dérouleront de jour de 7 heures à 16 heures.**

ARTICLE 2 : Pendant les travaux la circulation pourra être en alternat manuel (ou signalé par panneau K10 ou feux clignotants) avec des arrêts ponctuels ou fermeture de voies selon les besoins du chantier en cours.

ARTICLE 3 : Le stationnement des véhicules sera interdit sur le secteur en travaux pendant la durée du chantier, la vitesse sera limitée à 30 km/h et le dépassement sera interdit. Des déviations seront mises en œuvre en cas de besoin du chantier.

ARTICLE 4 : Les signalisations nécessaires à l'application de la présente prescription seront à la charge de la Société **SBTPC-SOGEA.**

ARTICLE 5 : La conformité aux dispositions contenues dans le règlement de voiries pourra être contrôlée par le gestionnaire de la voirie au cours et a postériori de la réalisation des travaux.

ARTICLE 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires habituelles, seront constatées et poursuivies conformément aux lois. Tout stationnement interdit sera considéré comme gênant et sanctionné par l'amende prévue et le cas échéant mis en fourrière.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général des Services, le Responsable de la Police Municipale, le Commissaire de la Police Nationale et le Commandant de Brigade de la Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, conformément à l'article 102 du code des tribunaux administratifs. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétant dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Fait à Sainte-Marie, le 26 MAI 2026

La Maire,

COMMUNE DE STE-MARIE ★ DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION ★ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
Céline SITOUZE

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu ~~de la réception en Préfecture le~~
et de la publication, le : 26 MAI 2026

✉ 3, Rue de la République - 97438 SAINTE MARIE
Courriel : mypouny@ville-saintemarie.re – etremoulu@ville-saintemarie.re – Service Infrastructure : 0262.53.19.38